

# Bulletin du FMI

## PROGRAMME DE TRAVAIL DU FMI

### Le FMI cherche à ramener la stabilité et à raviver la croissance

Bulletin du FMI en ligne  
7 juin 2012



Étals dans les rues de Sanaa (Yémen): le FMI est déterminé à aider les pays arabes à réussir leur transition économique (photo: Khaled Abdullah/Reuters)

- Le programme de travail du FMI vise à rétablir la stabilité et la confiance, ainsi qu'à raviver la croissance et la création d'emplois
- Il est crucial de boucler rapidement les accords d'emprunt pour renforcer le pare-feu
- Il faut aider les pays à faible revenu à reconstituer leurs marges de manœuvre tout en soutenant le développement

Dans un contexte économique mondial encore frêle et chargé d'incertitudes sur plusieurs fronts, le FMI a défini pour les six mois à venir un programme de travail qui vise à rétablir la stabilité et la croissance et à réaliser des avancées sur le dossier de sa gouvernance interne.

L'examen semestriel du programme de travail du FMI par le Conseil d'administration a été centré sur les priorités stratégiques de l'institution forte de 188 pays membres. La communauté internationale attend beaucoup du FMI pour contribuer à une solution durable à la crise persistante et à une consolidation des bases de la croissance et de la stabilité futures.

«L'engagement pris d'accroître les ressources du FMI de plus de 430 milliards de dollars à titre temporaire témoigne de la volonté des pays membres d'agir de façon collective et résolue pour surmonter la crise», a déclaré M<sup>me</sup> Christine Lagarde, Directrice générale du FMI, en présentant le programme de travail au Conseil d'administration.

L'équipe du Bulletin du FMI, magazine d'information en ligne du FMI, a demandé à M. Siddharth Tiwari, Directeur du Département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation, de récapituler les objectifs définis pour les six mois à venir, période au cours de laquelle le FMI et la Banque mondiale doivent tenir leur Assemblée annuelle à Tokyo (en octobre prochain).

***Bulletin du FMI* : au vu de l'actualité récente, force est de constater que l'économie mondiale reste fragile, avec des risques persistants d'un regain de tensions, particulièrement en Europe, qui pourraient s'étendre à l'ensemble du système international. Que fait le FMI pour contenir les effets de contagion et soutenir le redressement économique mondial?**

**M. Tiwari** : le FMI est actif sur plusieurs fronts. En [Europe](#), où se trouve l'épicentre de la crise, il œuvre énergiquement avec les pays membres et les institutions paneuropéennes à la surveillance des risques et à la mise au point de solutions. Dans le même temps, il mène des travaux analytiques qui portent notamment sur les moyens de réaliser un ajustement crédible des finances publiques tout en accompagnant la croissance, sur les réformes

structurelles propres à stimuler l'emploi, ou encore sur les mécanismes de résolution transfrontalière des défaillances des établissements bancaires.

Tous ces sujets sont pertinents non seulement pour l'Europe, mais aussi pour nombre d'autres pays membres. Dans les pays en crise, l'impératif premier reste de mettre en œuvre des programmes de stabilisation bien conçus. Le Conseil d'administration doit prochainement procéder à un réexamen de la conditionnalité des concours du FMI qui devrait permettre de dégager de premiers enseignements.

Il y a aussi des enjeux de la plus haute importance qui dépassent le cadre de l'Europe. L'un d'eux consiste à soutenir la stabilisation et la transformation des pays arabes en transition.

Il n'est pas moins essentiel de comprendre les facteurs qui servent de base à une croissance [solidaire](#); sans emploi et équité sociale, les acquis sur le front de l'ajustement et de la stabilisation macroéconomique peuvent être rapidement annulés. Nos analyses et nos conseils doivent aider les pays émergents et en développement à faire face à la volatilité accrue des cours des matières premières et des mouvements de capitaux. Dans les pays à faible revenu, il est crucial de préserver la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette en reconstituant les marges de manœuvre tout en réalisant les objectifs de croissance et de développement.

***Bulletin du FMI : les pays membres du FMI ont réagi promptement et se sont engagés à accroître de 430 milliards de dollars la puissance de feu du FMI en cas d'urgence. Pourquoi le FMI a-t-il besoin de tant d'argent?***

**M. Tiwari** : comme le note la Directrice générale dans son [Plan d'action](#), il est essentiel de renforcer les [pare-feux mondiaux](#), de mener des politiques fermes et de déployer des pare-feux régionaux afin de contenir les risques de contagion et d'assurer la stabilité. Les besoins de financement potentiels sont élevés à l'échelle mondiale, même si l'on table sur un scénario de prévention active des crises.

Il est nécessaire de renforcer les pare-feux mondiaux pour combler les éventuels déficits de financement, protéger les victimes innocentes de la crise et catalyser ainsi la confiance, et par là-même réduire la probabilité que les ressources soient effectivement déployées.

Mais le temps nous est compté. Dans un contexte de turbulence et de volatilité, il est essentiel de parachever sans retard la définition des modalités d'emprunt à l'appui des pare-feux et d'approuver chacun des accords. Il est plus crucial que jamais de donner aux pays membres l'assurance que le FMI sera en mesure de répondre rapidement aux éventuels besoins de financement.

***Bulletin du FMI : un travail considérable a été accompli en vue de la réforme du secteur financier, mais l'actualité récente montre que les banques sont encore prêtes à prendre des risques considérables. Que fait le FMI pour faire avancer le dossier de la réforme financière?***

**M. Tiwari** : la stabilisation financière est un des objectifs primordiaux de l'action du FMI; il s'agit tout à la fois d'assainir les bilans et de rompre le cercle vicieux surendettement–

difficultés financières—faible croissance en réformant le secteur financier de manière à réduire les risques de crises et leur coût.

Le programme de travail prévoit la poursuite des efforts en ce sens, notamment en ce qui concerne les modalités de résolution transfrontalière des défaillances des établissements financiers, dossier qu'il est urgent de faire progresser, ou encore l'incidence des risques du secteur financier sur la viabilité de la dette souveraine.

Le FMI tire par ailleurs parti de sa perspective multilatérale pour nourrir les travaux visant à identifier les pratiques optimales en matière de tests de résistance, méthode de choix pour jauger la solidité des institutions financières, et à faire ressortir les éléments d'intérêt commun dans l'ensemble des [Programmes d'évaluation du secteur financier](#).

***Bulletin du FMI : les pays arabes en transition sont confrontés à de graves difficultés économiques. Que fait le FMI pour promouvoir le changement au Moyen-Orient et en Afrique du Nord?***

**M. Tiwari** : le FMI est déterminé à aider les pays arabes à réussir leur transition économique, sur fond de conjoncture extérieure difficile, en leur apportant conseils, assistance technique et prêts en tant que de besoin.

Il y a eu plus de 30 missions d'assistance technique dans six pays [arabes](#) en transition, traitant pour l'essentiel de questions de gestion des finances publiques, cruciales pour établir des institutions budgétaires solides et transparentes. L'assistance technique a aussi porté sur des domaines tels que la politique et l'administration fiscales, dans la perspective d'une fiscalité plus équitable, la [réforme des subventions](#), le contrôle bancaire et les [statistiques](#).

Il est indispensable de développer les capacités dans tous ces domaines pour promouvoir une croissance solidaire. Le FMI a par ailleurs fourni au [Yémen](#) en avril 2012 un concours financier au titre de son mécanisme d'urgence, la [Facilité de crédit rapide](#), et des discussions sont en cours avec quelques autres pays.

***Bulletin du FMI : les pays à faible revenu ont été relativement stables pendant la crise économique mondiale. Que va faire le FMI pour les aider?***

**M. Tiwari** : les solides marges de manœuvre (soldes budgétaires plus équilibrés, dette publique réduite et réserves internationales en hausse) dont se sont dotés les pays à faible revenu ont été cruciales pour assurer une stabilité relative au cours de la crise.

L'enjeu consiste maintenant à reconstituer ces volants pour pouvoir préserver la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette, tout en réalisant les objectifs de croissance et de développement.

Le prochain réexamen des facilités destinées aux [pays à faible revenu](#), qui ont été profondément réformées il y a trois ans, devrait permettre de faire le point des acquis et de définir d'éventuels aménagements.

La Directrice générale attache beaucoup d'importance au bouclage du dispositif financier de 2009 en faveur des pays à faible revenu. Pour le bon suivi de ce dossier, il fera l'objet de

rapports d'avancement bimensuels. Le réexamen de ces facilités permettra en outre de jauger la viabilité à long terme du [Fonds de fiducie pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance](#).

***Bulletin du FMI : le FMI s'est engagé à réformer sa gouvernance interne et à donner davantage voix au chapitre aux pays émergents dynamiques. Quand pouvons-nous nous attendre à voir évoluer le mode de représentation des pays?***

**M. Tiwari** : la mise en œuvre de la réforme des [quotes-parts](#) et de la gouvernance de 2010 progresse. Mais pour qu'elle prenne effet d'ici à l'Assemblée annuelle de Tokyo, ce qui est l'objectif retenu, il faut franchir d'autres étapes importantes, notamment en ce qui concerne le consentement des pays membres à l'amendement relatif à la réforme du Conseil d'administration.

Pour insister sur l'urgence de ce dossier, il fera l'objet de rapports d'avancement mensuels, y compris par groupes de pays, et de communications régulières avec les autorités nationales.

La modification du mode de représentation des pays requiert le consentement officiel aux réformes de la gouvernance (à une majorité d'au moins 85 % des voix attribuées), et il faudrait donc un effort massif de la part des instances législatives de par le monde d'ici au mois d'octobre. En théorie, cela pourrait aussi se faire moyennant une recomposition volontaire du Conseil d'administration qui se traduirait par une augmentation du nombre de sièges attribués aux pays émergents et en développement.

Il importe aussi de faire progresser la révision de la formule de calcul des quotes-parts, et des réunions informelles et formelles du Conseil d'administration sont prévues sur ce sujet.

Par ailleurs, une équipe de travail spécialisée des Suppléants du [Comité monétaire et financier international](#) se penchera sur la question de la révision de la formule de calcul des quotes-parts en août et en septembre pour permettre d'avancer, parallèlement aux travaux en cours dans plusieurs autres instances.